

Politique de confidentialité

1. Définitions et coordonnées

Entité concernée :

Henri-Michel Montrieux, Watix n° BCE 0806.046.739

Ci-après dénommée, « l'entreprise »

Il s'agit d'une entreprise en personne physique.

Et dont le responsable du suivi du règlement général à la protection des données (responsable de traitement, RGPD) est

Monsieur Henri-Michel Montrieux

L'expression de la présente politique de confidentialité est reprise par la suite sous le nom « document ».

Origine législatif et portée du document :

L'origine législatif, ci-après dénommé directive est « *le règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)* » abrégé « RGPD » ou « GDPR », du 27 avril 2016, publié au journal officiel de l'Union européenne, le 4 mai 2016 n°L119/1 et éventuellement dans sa retranscription en droit belge.

Sont donc concernées de manière non exhaustive par ce document, toutes les personnes physiques entrant en contact avec l'entreprise dans le cadre de l'exécution de son activité, décrites par les codes NACE-BEL 26.200, 43.21102, 47.410, 47.41001, 47.41002, 47.910, 58.290, 62.010, 62.020, 62.02001, 62.030, 62.090, 63.120, 95.110, 95.11001 qui incluent de manière non exhaustive, la conception, l'assemblage, la réparation, la fourniture de matériel informatique, les services associés et la programmation. Les personnes physiques bénéficiaires du document sont ci-après dénommées « client ».

A l'exception du respect du document dans l'exercice de leurs fonctions au sein de l'entreprise, les autres catégories de personnes physiques impliquées telles que le personnel de l'entreprise font l'objet d'une protection spécifique dans le cadre du RGPD et ne sont donc pas directement concernées ou bénéficiaires de ce document qui est destiné aux clients.

Coordonnées de l'entreprise, y compris pour l'exercice des droits liés au RGPD :

Henri-Michel Montrieux

Rue Neufcour, 3

4610 Beyne-Heusay

Belgique

Téléphone : 04/265.89.14

Adresse email : repair@watix.be

2. Principes généraux

L'entreprise collecte et stocke des données des clients dans le cadre de la conception, l'assemblage, la réparation, la fourniture de matériel informatique, les services associés et la programmation. Ce traitement fait l'objet d'une demande générale de consentement explicite et éclairé au client.

Lorsque des clients émettent des requêtes par voie écrite ou orale, au siège d'exploitation, en dehors ou à distance, telles que la demande de renseignements, de devis, de données techniques ou réglementaires, de documents de suivi ou comptables ou visant des réclamations, des données personnelles qui peuvent présenter un certain caractère confidentiel mais en aucun cas sensibles sont susceptibles d'être collectées et enregistrées sur support physique ou numérique.

Par ailleurs, lors de travaux de conception, de montage ou de réparation, comme par exemple, la configuration de logiciels, la mise en place de solutions informatiques, la récupération et le transfert de données, l'entreprise peut être mise en contact indirect avec des données confidentielles y compris de tiers, qui peuvent être stockées à court terme, mais sans consultation et le temps de l'exercice de la mission pour laquelle le client a donné son consentement, ou lors de la couverture éventuelle en garantie.

Il est porté à l'attention des clients que la conservation de ses données se fait selon des règles définies (quelles données, pour quoi faire et combien de temps au maximum) et que par ailleurs, il n'existe aucune obligation pour l'entreprise de conserver ces données pour une durée minimale en dehors des obligations comptables, fiscales et réglementaires. L'entreprise est donc habilitée à supprimer les données qu'elle n'aurait pas l'obligation légale de conserver sans devoir en informer préalablement le client ou les restituer à ce dernier y compris dans l'exercice des garanties qui ne porteraient pas explicitement sur la conservation de données.

L'ensemble des données collectées fait l'objet d'un suivi qui vise la conformité au RGPD.

3. Nature des données collectées

Sur base de sa stratégie de distinction des données, l'entreprise classe les données collectables en plusieurs catégories :

Catégorie 0 : Données non personnelles telles qu'un modèle, une couleur, un composant, une localisation, etc... Ces données sont fournies par le client lui-même ou un tiers représentant directement un de ses clients (représentant, chargé de mission, délégué, membre de la famille, ...). Cependant, sur base d'une justification raisonnable liée à une idée unique, un brevet, un secret de fabrication ou de conception, ces données peuvent être reversées en catégorie 1A à la demande explicite et par écrit du client ou d'un de ses représentants ou d'un tiers reconnu comme tel. Les données publiques concernant des entreprises en personne physique telles que les noms, coordonnées, le numéro de TVA, etc... sont aussi reprises dans cette catégorie 0 et ne font pas l'objet d'une protection particulière vu leur caractère public.

Catégorie 1A : Données personnelles dont le caractère confidentiel est assez restreint telles que de manière non exhaustive, le nom, les prénoms, l'adresse, le numéro de téléphone, l'adresse email, l'adresse d'un client, le numéro d'un compte en banque. Ces données correspondent à l'article 4 du règlement.

Catégorie 1B : Données personnelles dont le caractère confidentiel est très restreint, ne concernant pas le client mais révélées par lui dans le cadre de l'exécution des missions de l'entreprise, telles que les mêmes types d'éléments que la catégorie 1A mais relatifs à un tiers (voisin, famille, connaissance ou autre) à l'exclusion d'autres éléments confidentiels. Ces données correspondent à l'article 4 du règlement.

Catégorie 1X : Données sensibles reflétant de manière insidieuse ou flagrante, par exemple l'état de santé, la religion, la nationalité, l'origine ethnique ou tout élément, partie d'élément ou ensemble d'éléments pouvant conduire ou induire une discrimination du client ou d'un tiers, dans le cadre de données personnelles ou d'informations révélées par le client. Ces données ne sont jamais demandées ou collectées par l'entreprise. Si elles sont divulguées par un tiers, elles ne sont pas répertoriées et/ou sont de suite effacées en cas de trace accidentelle ou non sollicitée par l'entreprise, que ce soit sous forme physique ou numérique. Ces données correspondent à l'article 9 du règlement.

Les catégories 1A, 1B, 1X se complètent des catégories 2A, 2B, 2X qui relèvent de données qui sont de même nature mais délivrées par un tiers reconnu pour agir au nom d'un de ses clients tel qu'un membre de la famille, parent, associé, employé, chargé de mission ou d'affaire ou tout autre représentant reconnu comme tel. Sauf injonction contraire donnée par écrit de ce dernier, ces données sont reversées par l'entreprise dans la catégorie correspondante 1A, 1B et 1X.

Catégorie 4 : Données personnelles ou non personnelles copiées, déplacées ou récupérées pour le compte du client ou indirectement par l'intervention d'un tiers, sur base de son injonction dans la réalisation d'un devis, l'exécution d'un travail ou de toute autre mission pour laquelle la conservation ou la restitution de ces données est explicitement demandée ou est l'objet implicite ou associé au travail. Ces données font partie d'un stockage séparé et ne sont pas conservées durablement après la fin de la mission.

Catégorie 5 : Données personnelles ou non personnelles stockées sous forme électronique sur des serveurs mutualisés ou dédiés, par des personnes physiques ou morales pour lesquelles l'entreprise agit comme intermédiaire au fournisseur d'accès de solution email, cloud, ftp, base de données ou hébergement web. Bien qu'en y donnant l'accès, ces données ne sont pas accessibles par l'entreprise et cette dernière n'en assure pas la responsabilité à l'exception de la demande d'information auprès du fournisseur. Ces données sont gérées par les clients en personne physique ou morale et il leur est notifié qu'ils peuvent eux-mêmes avoir des obligations liées au RGPD.

D'autres catégories de données non liées aux clients sont aussi exploitées et ne font pas l'objet d'une description dans ce document.

4. Objet de la rétention des données

La conservation des données des clients pour les catégories 0, 1A, 1B, 2A et 2B concerne plusieurs aspects. Pour rappel, les données sensibles des catégories 1X, 2X et 4 ne sont pas conservées ni consultées, ni parcourues, ni exploitées. Le stockage des données de la catégorie 5 n'est pas géré par l'entreprise.

D'une part, comme mentionné au chapitre 2, les données stockées (à l'exclusion des données de la catégories 5) servent à la bonne exécution des missions de l'entreprise. Il s'agit de leur utilisation principale.

D'autre part, le stockage des données (à l'exclusion des données des catégories 4 et 5) est effectué pour permettre à l'entreprise de justifier son activité, ses actions passées, présentes ou futures par exemple dans le cadre de la conception, l'élaboration, la mise en œuvre, l'exécution ou l'évaluation de la stratégie commerciale ou industrielle, du développement de l'activité (y compris la prise de contact des clients par courrier postal, email ou téléphone), de contrôles fiscaux, comptables et réglementaires, de l'expertise d'assurance chez le client ou dans l'entreprise ou pour l'exercice ou non d'une quelconque garantie.

5. Transmission des données

De manière générale, les données personnelles des clients (catégorie 1A) qui sont collectées ne sont pas transmises à des tiers.

La règle souffre cependant de deux exceptions, c'est-à-dire que des données confidentielles du client peuvent être transmises dans les cas limités suivants :

- Lorsque le client fait appel à des produits ou services qui font l'objet de fourniture, de sous-traitance, de collaboration, d'assistance de la part d'un tiers (fournisseur, sous-traitant ou co-traitant) convenu d'avance ou, au cours de l'exercice de la mission ou d'autres tâches stratégiques de l'entreprise, y compris le recouvrement ou la cession de créances ou par après par exemple dans le cadre de l'exercice d'une garantie. Dans ces cas, l'entreprise exige du tiers, un niveau de protection des données au moins équivalent à celui en vigueur dans l'entreprise.
- A la demande d'autorités de contrôle tels que l'administration de la TVA, des impôts, douanière ou de toute autorité fédérale, régionale, provinciale ou communale ayant un droit légitime à demander des informations.

Dans les autres cas de figure, les données personnelles du client ne sont transmises que sous réserve de son accord explicite. Cela concerne aussi les données de tiers (catégorie 1B) qui ne sont pas transmises sans accord explicite et pour lequel une prise de contact peut être requise. Dans un tel cas de figure, avec le consentement du tiers, ces données sont reversées dans la catégorie 1A.

6. Mode, lieu et durée de conservation des données

Les données sont stockées sous forme numérique dans l'entreprise ou sur des serveurs mutualisés ou dédiés fournis par des tiers dont les centres de données sont situés dans l'Union européenne. Un ensemble de données est également enregistré sous format papier et archivé par date.

Que ce soit sous forme physique ou électronique, les données collectées sont stockées dans l'Union européenne et font l'objet d'une protection et d'un suivi spécifique et raisonné compte tenu de l'activité, de la taille de l'entreprise, du type de données enregistrées, de la réglementation et des règles de bonne conduite en termes de prévention des risques.

Les données confidentielles de la catégorie 1A sont stockées pour une durée maximale de 30 ans. Etant donné que des données des catégories 1B pourraient avoir été collectées sans obtenir le consentement explicite des personnes concernées, elles ne sont pas conservées de manière durable et sont détruites après leur utilisation sous un délai de quelques jours au maximum. Il en est de même des données de la catégorie 4 pour lesquelles, le client a donné son consentement restreint à la copie, le déplacement ou la récupération seuls.

7. Protection des données et mesures en cas de défaut

Les données physiques ou numériques stockées dans l'entreprise sont intégrées dans une stratégie de protection qui comprend des mesures physiques raisonnables notamment pour l'accès aux locaux et lieux de stockage via alarmes, clés, serrures et surveillance, et des mesures immatérielles pour les données numériques telles que la protection antivirus, antimalware, par les pare-feux et les mises à jour. Les systèmes de protections sont vérifiés et mis à jour régulièrement pour tenir compte de l'évolution des menaces.

Les données numériques stockées par des fournisseurs tiers de solutions email, cloud ou ftp font l'objet d'une demande de suivi régulière et de certification concernant les risques de perte ou d'égarement de données par des méthodes de sauvegarde, de prévention des intrusions et des piratages, et éventuellement de chiffrement qui leur sont propres.

Si malgré les mesures de prévention prises, une fuite des données devait être constatée que ce soit par une effraction, un vol, une extorsion, un piratage, un sabotage ou toute autre méthode, l'entreprise déclarerait auprès de l'autorité de contrôle compétente l'objet du défaut, la nature et la quantité des données compromises et contribuerait à donner toutes les informations nécessaires ou légalement requises dans une telle situation notamment afin de protéger les données des clients et dans la mesure du possible, les intérêts de ce dernier.

8. Droits à la consultation, à la modification et à l'effacement des données

Le client dispose dans le cadre du RGPD des droits suivants :

- Consulter les données personnelles le concernant qui sont en possession de l'entreprise via un point de demande clair et un accès automatisé dans la mesure du possible
- Modifier ou corriger les données citées ci-dessus, dans la limite décrite au chapitre 4 §3
- Demander l'effacement des données citées ci-dessus, dans la limite décrite au chapitre 4 §3.

9. Mesures transitoires

Dans le cadre du stockage des données des clients et du droit à la consultation, la modification et l'effacement par ces derniers, il est possible que l'utilisation de logiciels ou de moyens antérieurs à l'entrée en vigueur du RGPD rende le renseignement automatique des données non effectif en pratique.

L'entreprise s'engage néanmoins :

- à rassembler de manière manuelle et à fournir par voie écrite ou électronique, dans un délai raisonnable, une partie ou la totalité des données détenues selon la demande du client

- à améliorer progressivement l'automatisation de la collecte et l'indexation des données et, à en tenir compte effectivement lors de la conception et la mise en service de nouveaux moyens et logiciels qui sont destinés en totalité ou en partie à stocker des données personnelles.

Les clients enregistrés préalablement à l'entrée en vigueur de la directive font l'objet d'un suivi particulier en vue de demander leur consentement pour l'utilisation de leurs données. Ce suivi se fait lorsqu'une prise de contact est faite par le client ou lorsqu'elle est requise par l'exercice de l'activité de l'entreprise pour de nouvelles missions ou lors de la continuation de travaux en cours.

Il faut remarquer que si l'entreprise estime que l'évolution des menaces informatiques compromet la sécurité de clients (matières liées aux systèmes, réseaux, données, mises à jour, antivirus, solution de sécurité ou de backup, ...) qui ont fait partie du registre préalablement à l'entrée en vigueur de la directive, l'entreprise se permet de les contacter pour les en informer et néanmoins de leur demander avant toute mission de consentir au stockage et à l'utilisation de leur données personnelles (catégorie 1A).

10. Réserves et modification de la politique de confidentialité

La présente politique de confidentialité a été établie de bonne foi et au sein même de l'entreprise. Dans le cas où des lacunes étaient mises en évidence par les autorités de contrôle compétentes, l'entreprise s'engagerait à apporter les corrections légalement requises et nécessaires.

La modification de la politique de confidentialité de l'entreprise peut être réalisée sous réserve d'information suffisante des clients existants et ce, dans le cadre de nouvelles missions ou contrats avec ces derniers. La politique de confidentialité qui est adossée aux conditions générales est disponible dans sa dernière version, en ligne ou sous simple demande écrite.

En cas de litige, les seuls tribunaux de la région de Liège sont compétents.

Annexe :

Tableau synthétique des données relatives aux clients

Catégorie	Sensible ?	Potentiellement confidentiel ?	Stocké, traité ou exploité ?	Durée de rétention maximale	Transmis à des tiers
0	Non	Non	Oui	30 ans	Potentiellement et sous conditions
1A	Non	Oui	Oui	30 ans	Potentiellement et sous conditions
1B	Non	Non	Oui	Le temps de l'utilisation	Non
1X	Oui	Oui	<u>Non</u>	-	<u>Non</u>
2A	Non	Oui	Oui	30 ans	Potentiellement et sous conditions
2B	Non	Non	Oui	Le temps de l'utilisation	Non
2X	Oui	Oui	<u>Non</u>	-	<u>Non</u>
4	Indéterminé	Indéterminé	<u>Stockage temporaire</u>	Le temps de la mission	<u>Non</u>
5	Stockage sous la responsabilité du client (personne physique ou morale)				